

### Langues, formation et débouchés : nécessité d'une prise de conscience face aux enjeux du LMD

*Missouri Abbés*

Cet article se veut un tour d'horizon des problèmes qui guettent nos futurs diplômés en l'absence d'une prise en charge de leurs attentes et d'une planification étudiée en fonction des exigences du nouveau système d'enseignement (L.MD) : incapacité d'exercer un métier pour le détenteur d'une licence, désormais, de cycle court, le manque d'informations relatives au dispositif de cette nouvelle architecture des enseignements supérieurs, plus particulièrement, le droit au Master et au Doctorat et qui ceux qui vont bénéficier, et cette absence d'éléments régissant les méthodes d'enseignement dans ce nouveau système (évaluation, crédits ou ECTS, unité d'enseignement, système d'admission, etc.)

En dépit de la mise de notre pays au diapason des méthodes d'enseignement actuelles et qui couvrent un nombre considérable des pays du monde, je pense qu'il fallait mettre un peu de temps pour se lancer dans ce nouveau système. D'abord, parce qu'on a inculqué à cet apprenant algérien cette habitude d'assistanat (le fait de se retrouver à l'université démunie d'une réelle culture d'apprentissage) ensuite parce que son rôle se limite à un acteur passif et c'est toujours l'enseignant qui accapare le savoir ne permettant que très rarement à cet apprenant de prendre part d'une manière efficace. Nous assistons à ces différents changements qui s'opèrent dans tous les domaines. Celui de l'enseignement supérieur n'a pas été épargné. Il s'agit beaucoup plus de pressions (d'ordres économiques) émanant d'une réalité que le monde actuel vit. L'influence du monde économique externe se répercute sur ces petits pays en voie de développement. Ceci ne peut, malheureusement, faciliter l'intégration de ces sujets sur le marché de travail. La professionnalisation de la main-d'œuvre dans les secteurs privés et publics exige une restructuration de la formation universitaire dispensée à nos étudiants. Cette thèse n'est possible non sans l'exigence d'un certain nombre de

sacrifices : à savoir planifier les formations en fonction des besoins exprimés par le marché du travail, limiter la formation aux spécialités professionnelles existantes capables d'absorber cette inflation en matière de gradués et ne pas céder à cette utopie de vouloir s'intégrer au système international de l'enseignement supérieur en dépit de l'avenir de milliers de jeunes étudiants algériens. Le nouveau système d'enseignement tend à se généraliser d'ici peu. Il est peu probable d'en affirmer les avantages, par contre les aléas (le refus des parents de voir leurs enfants inscrits dans ce nouveau système, l'interminable questionnement des étudiants déjà en formation et le quoi faire avec une licence, on évoque même pas le Master ou le Doctorat, nous pensons qu'il s'agit aussi d'une mauvaise préparation ou d'un manque d'information) sont discernables et faciles à imaginer. Plus d'un appréhende ce nouveau mode avec un scepticisme déclaré.

Cette réflexion a aussi pour objectif la mise en exergue d'une nécessaire coordination entre le marché de l'emploi et le monde universitaire ou comment assurer une insertion des diplômés dans la vie professionnelle. Dans ce même élan, il m'est, d'abord, venu à l'esprit d'établir, à la fois, un lien entre la formation, les langues étrangères et les éventuels débouchés à l'orée de la généralisation du LMD, système d'enseignement nouvellement introduit dans notre pays. Puis ensuite s'interroger sur la manière de pouvoir réussir ce défi face aux différents enjeux futurs (l'ouverture du marché algérien aux capitaux étrangers, la préparation d'une main-d'œuvre locale capable de relancer l'économie algérienne déjà en agonie, etc.). Il s'agit d'introduire un rappel envers ceux qui gèrent l'avenir de nos futurs diplômés où il est question de penser sérieusement à une solution capable d'assister ces derniers à se mettre à l'abri des affres de cet avenir incertain. Ces protagonistes, chacun d'eux, voulant mettre toutes les chances de son côté : l'un énumérant les bienfaits du nouveau système et l'autre se demandant encore de quoi il s'agit et comment procéder en l'absence de moyens et de personnels enseignants qualifiés pour ce nouveau mode d'enseignement. Malgré que l'université européenne ( qui a instauré le nouveau système bien avant nous) dé-

passé largement la notre en matière de moyens pédagogiques (bibliothèques étoffées, disponibilité des espaces multimédia), nous avons eu écho que ce dernier a déjà montré ses limites.

Nous rappelons qu'en l'absence d'une réelle politique pour l'emploi des jeunes diplômés, une grande partie de cette dernière catégorie a déjà payé un lourd tribut (il suffit de revoir le nombre de gradués formés par l'université algérienne qui se retrouvent sans emploi). Ils ont été forcés de suivre ce qu'on a appelé le DEUA (Diplôme des Etudes Universitaires Appliquées), un diplôme de cycle court qui n'a jamais été accepté par les recruteurs.

Combien sont-ils ces licenciés et ingénieurs qui décrochent des diplômes pour aller renforcer les rangs des chômeurs ? En l'absence d'une stratégie de formation adéquate, nos inquiétudes ne peuvent que grandir. Avons-nous pensé à établir une étude scientifique entre ce que nous formons (en nombre bien entendu) et les éventuels besoins des secteurs d'activités du pays ? Qu'attendons-nous pour agir dans ce sens ? Il est connu que plusieurs pays ont déjà initié ce programme qui régule les inscriptions premières des nouveaux bacheliers en fonction d'une étude préétablie (besoins exprimés par secteurs en nombre et en spécialité). L'étude en question n'est qu'une proposition relative, d'abord, à la formation des gradués pour le marché du travail, ensuite à l'apport des langues étrangères pour l'épanouissement des différents secteurs qui régissent la vie quotidienne, en général, et l'activité économique et touristique dans le grand sud en particulier. Tout cela, à l'orée de la généralisation du LMD, nouveau système d'enseignement. Le ministère de l'enseignement supérieur appelle les formateurs à s'engager pleinement pour la réussite du nouveau système. Nous sommes tenus d'accepter ce dernier, lui fournir les moyens nécessaires et espérer garantir une formation à la hauteur des aspirations de nos étudiants.

Sur un autre registre et sans pour autant vouloir léser les autres gradués, mon intérêt est porté vers ceux des langues et de la traduction, du fait de mes spécialités peut-être ? Il s'agit d'un cons-